

Abrogation Arrêté n°277/2024

**ARRÊTÉ
DE STATIONNEMENT PLACE KENNEDY
Et de CIRCULATION RUE LEDRU ROLLIN
EN RAISON D'UN DEMENAGEMENT**

Le Maire de CADENET,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;

VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

VU, le Code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

VU, le Code de la voirie routière ;

VU, le Livre V du code de la sécurité intérieure ;

VU, l'arrêté municipal n°277/2024 ;

VU, la demande complémentaire de Madame DECHAIX-COMBES Christine, pour bloquer la Rue Ledru Rollin pour faciliter son déménagement au numéro 21 Rue LEDRU ROLLIN, le samedi 06 juillet 2024, de 10h00 à 18h00 ;

CONSIDÉRANT que les places et voies destinées à accueillir le déménagement sont habituellement réservées à la circulation et au stationnement des véhicules ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'arrêté n°277/2024 est abrogé

Article 2 : Du samedi 06 juillet 2024, 10h00, au dimanche 07 juillet 2024, 16h00 ;

Madame DECHAIX-COMBES Christine est autorisée à stationner les véhicules nécessaires au déménagement sur 2 places de stationnement Place Kennedy, au plus proche du 21 Rue Ledru Rollin.

Article 3 : Le samedi 06 juillet 2024, de 10h00 à 18h00 ;

- Madame DECHAIX-COMBES Christine est autorisée à stationner pleine voie le véhicule nécessaire au déménagement.
- La circulation est interdite Rue Ledru Rollin entre l'intersection avec la Rue Baroque et la Place Kennedy.

Article 4 : Cette autorisation est conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par les bénéficiaires.

Article 5 : La signalisation est affichée par les services municipaux et enlevée dans les 48 heures. Au-delà, le maintien de la signalisation est à la charge des bénéficiaires.

Article 6 : Tout véhicule en infraction aux articles 2 et 3 est considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route.
Le véhicule en infraction peut faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
 - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
 - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
 - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 1er juillet 2024

Le Maire
Jean-Marc BRABANT

